

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 24 octobre 2019
(Convocation du 18 octobre 2019)

Aujourd'hui, le vingt-quatre octobre deux mille dix-neuf à 16h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

**OBJET : Marchés / Ressource - Projet de territoire Adour amont : Avenant n° 1 au marché n° 19003
« Réalisation d'un bilan besoins-ressources en eau sur l'Adour et ses affluents en amont de la
confluence des Luys » - modification en cours d'exécution du marché**

Exposé des motifs :

Il est rappelé que la consultation du marché 19003 « Réalisation d'un bilan besoins-ressources en eau sur l'Adour et ses affluents en amont de la confluence des Luys » s'est faite par un marché à procédure adaptée en mai 2019.

Un seul opérateur économique a fait une offre pour ce marché : la CACG. Cette offre répondait point par point au cahier des charges imposé tout en étant dans les limites des crédits prévus pour cette étude.

L'offre prévoyait :

- 1- Une tranche ferme : réalisation du cœur de l'étude avec quantification du déséquilibre quantitatif actuel et futur à l'échelle du SAGE Adour amont.
- 2- Une tranche optionnelle pouvant être affirmée jusqu'à cinq fois : modélisation de scénarii reprenant des actions proposées dans le cadre du projet de territoire Adour amont.

La première étape de la tranche ferme consiste à déterminer les débits naturels sur le territoire, ce qui nécessite l'utilisation de données de pluviométrie et de température sur les trente dernières années. Il est possible de travailler avec des données géographiquement plus ou moins fines mais cela entraîne un coût d'acquisition et de traitement différent.

Origine de l'avenant :

Dans le cahier des charges du marché, il était prévu d'utiliser des données Météo France à large échelle. Or, lors des réunions que nous avons pu conduire avec certains acteurs du territoire suite au lancement du marché, il s'est avéré plus pertinent d'opter pour des données les plus fines possibles pour cette partie de l'étude (données SAFRAN de Météo France). Cette demande est d'ailleurs corroborée par l'analyse critique de l'IRSTEA réalisée en 2017 sur une précédente étude similaire réalisée en 2005.

L'obtention d'un large consensus sur le chiffrage du déséquilibre étant un prérequis essentiel à la finalisation de la phase 1 du projet de territoire Adour amont puisque cela conditionnera le niveau d'ambition que nous devons avoir lorsque nous évoquerons les actions à mettre en place. Aussi afin de répondre aux attentes des acteurs du territoire et dans le but de faire adhérer et partager au plus



grand nombre les conclusions de l'étude, nous avons souhaité acquérir et exploiter des données SAFRAN.

Justification de l'avenant :

Depuis mai 2019, le prestataire retenu pour ce marché travaille sur l'étude bilan besoins-ressources. Le travail réalisé jusqu'à présent concerne principalement la reconstitution des débits naturels des principales stations de mesure ainsi que l'intégration des prélèvements des différentes activités du territoire. Ces deux axes de travail mobilisent le logiciel propriétaire « lagon » qui sous-tend la modélisation qui est à la base de cette étude.

A ce stade, l'ajout du traitement des données SAFRAN issues du travail de Météo France constitue une prestation supplémentaire au marché initial. Le traitement de ces données demande un délai supplémentaire estimé à 4 mois supplémentaires sans que cela n'impacte la date des premiers rendus estimés à décembre 2019. L'incidence financière du traitement de ces données demandées par les acteurs dans le cadre du processus de concertation est de 9.070€ soit 12,63%

	Tranche ferme		Tranches optionnelles (x5)	TOTAL	
	Offre initiale	Avenant	Offre initiale	Offre initiale	Offre + avenant
Montant HT	48 005 €	9 070 €	23 850 €	71 855 €	80 925 €
Montant TTC	57 606 €	10 884 €	28 620 €	86 226 €	97 110 €

Le montant de la tranche optionnelle n'est pas modifié par cet avenant.

Considérant, que l'annulation du marché et la remise en concurrence des opérateurs économiques sur une nouvelle prestation incluant le traitement de ces données SAFRAN auraient :

D'une part, un impact financier considérable (le travail effectué jusqu'à présent par le titulaire du marché autour du modèle « lagon » [dont il a la propriété exclusive] ne pourrait pas être valorisé dans le cas d'une remise en concurrence) ;

D'autre part, des répercussions importantes sur le délai de détermination du déséquilibre, et donc sur la fin de la phase « diagnostic » du projet de territoire Adour amont sur lequel se sont engagés les acteurs du PTGE.

Considérant, conformément aux dispositions des articles L.2194-1 2° et R.2194-2 que les modifications sont justifiées par des prestations supplémentaires et répondent aux conditions prévues au code de la commande publique (hypothèse du 2° de l'article 139 du décret n°2016-360, du 2° du I de l'article 137 du décret n°2016-361 et du 2° de l'article 36 du décret n°2016-86) à savoir qu'elles :

- seraient impossibles pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial

Et

- présenteraient un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

Le Bureau décide d'autoriser le Président, en vertu des dispositions de l'article L.2194-1 2° et R.2194-2 du code de la commande publique à :

- Signer la modification en cours d'exécution n°1 relative au marché n°19003 « Réalisation d'un bilan besoins-ressources en eau sur l'Adour et ses affluents en amont de la confluence des Luys » prévoyant le report de la tranche ferme de 4 mois (jusqu'au 30 avril 2020) sans que la date des premiers rendus ne soit modifiée (décembre 2019). Le montant des nouvelles prestations liées à l'exploitation des données SAFRAN de Météo France s'élève à 9 070 € HT. Ce montant vient s'ajouter à celui correspondant à la tranche ferme du marché. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019
- Prendre toutes décisions relatives à son exécution

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 24 octobre 2019 à Tarbes,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

MODIFICATION DE MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION N°1

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX
Tél. : 05.58.46.18.70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG)
Chemin de Lalette
CS 50449
65004 Tarbes Cedex
Tél. +33(0)5 62 51 71 49 - Fax. +33(0)5 62 51 71 30
Courriel : contact@cacg.fr
SIRET : 592 780 233 00017

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

Réalisation d'un bilan besoins-ressources en eau sur l'Adour et ses affluents en amont de la confluence des Luys

■ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : **28 mai 2019**

■ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : La durée d'exécution du marché ou de l'accord cadre est jusqu'au 31 décembre 2019 (tranche ferme) et peut être prolongé de 3 mois à chaque fois que l'option sera affermie.

■ Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

▪ Taux de la TVA : **20 %**

	Tranche ferme	Tranches optionnelles (montant unitaire x5)	TOTAL
Montant HT	48 005 €	23 850 €	71 855 €
Montant TTC	57 606 €	28 620 €	86 226 €



D - Objet de l'avenant.

■ **Modifications introduites par le présent avenant conformément aux articles L.2134-1-2 et R.2134-2 du code de la commande publique :**

1- Justification du recours à un avenant

Depuis mai 2019, le prestataire retenu pour ce marché travaille sur l'étude bilan besoins-ressources. Le travail réalisé jusqu'à présent concerne principalement la reconstitution des débits naturels des principales stations de mesure ainsi que l'intégration des prélèvements des différentes activités du territoire. Ces deux axes de travail mobilisent le logiciel propriétaire « lagon » qui sous-tend la modélisation qui est à la base de cette étude.

L'ajout du traitement des données SAFRAN issues du travail de Météo France constitue une prestation supplémentaire au marché initial. Cependant, l'annulation du marché et la remise en concurrence des opérateurs économiques sur une nouvelle prestation incluant le traitement de ces données SAFRAN auraient un impact financier considérable.

De plus, le travail effectué jusqu'à présent par la CACG autour du modèle « lagon » ne pourrait pas être valorisé dans le cas d'une remise en concurrence.

Pour toutes ces raisons, nous estimons justifié le recours à des prestations supplémentaires.

2- Modification des délais

Le présent avenant occasionne un report de la tranche ferme de 4 mois, jusqu'au 30 avril 2020, sans que la date des premiers rendus ne soit modifiée (décembre 2019).

3- Modification des coûts

Le montant des nouvelles prestations liées à l'exploitation des données SAFRAN de Météo France s'élève à 9 070 € HT (10 884 € TTC). Ce montant vient s'ajouter à celui correspondant à la tranche ferme du marché.

Les prestations supplémentaires prévues dans cet avenant sont les suivantes :

1- Prestation liée à la reconstitution des débits naturels à l'aide des données SAFRAN, qui comprennent :

- La détermination de la pluie et de la température équivalente pour les 10 bassins avec données de calage (travail SIG et de mise en forme de données d'entrée pour le modèle pluie-débit),
- Le calcul de l'ETP (évapotranspiration potentielle) équivalente SAFRAN pour les 10 BV,
- La modélisation pluie-débit des 10 bassins de calage,
- L'analyse des résultats et leur comparaison avec la précédente reconstitution,
- Le calcul des valeurs caractéristiques de débits pour les 10 bassins versants de calage

2- Les prestations pour la valorisation des données SAFRAN dans le modèle LAGON (pour caractériser les besoins) qui comprennent :

- La détermination de la pluie et de la température équivalente SAFRAN pour chaque secteur agricole (98 secteurs agricoles),
- Le calcul de l'ETP équivalente SAFRAN pour chaque secteur agricole,
- L'intégration des paramètres climatiques précipitations et ETP dans LAGON

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☐

NON

☒

OUI

	Tranche ferme		Tranches optionnelles (x5)	TOTAL	
	Offre initiale	Avenant	Offre initiale	Offre initiale	Offre + avenant
Montant HT	48 005 €	9 070 €	23 850 €	71 855 €	80 925 €
Montant TTC	57 606 €	10 884 €	28 620 €	86 226 €	97 110 €

Le montant de la tranche optionnelle n'est pas modifié par cet avenant.

**E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
CACG		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Institution Adour :

À :, le

Signature

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.****■ En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

À :, le.....

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

[coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.]

■ En cas de notification par voie électronique :

[indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.]